



LES SYNTHÈSES DÉFENSE

Janvier 2019



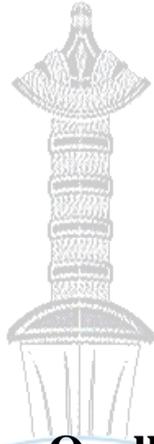
Soudans

Quelle paix ?

Crédit image : US Navy

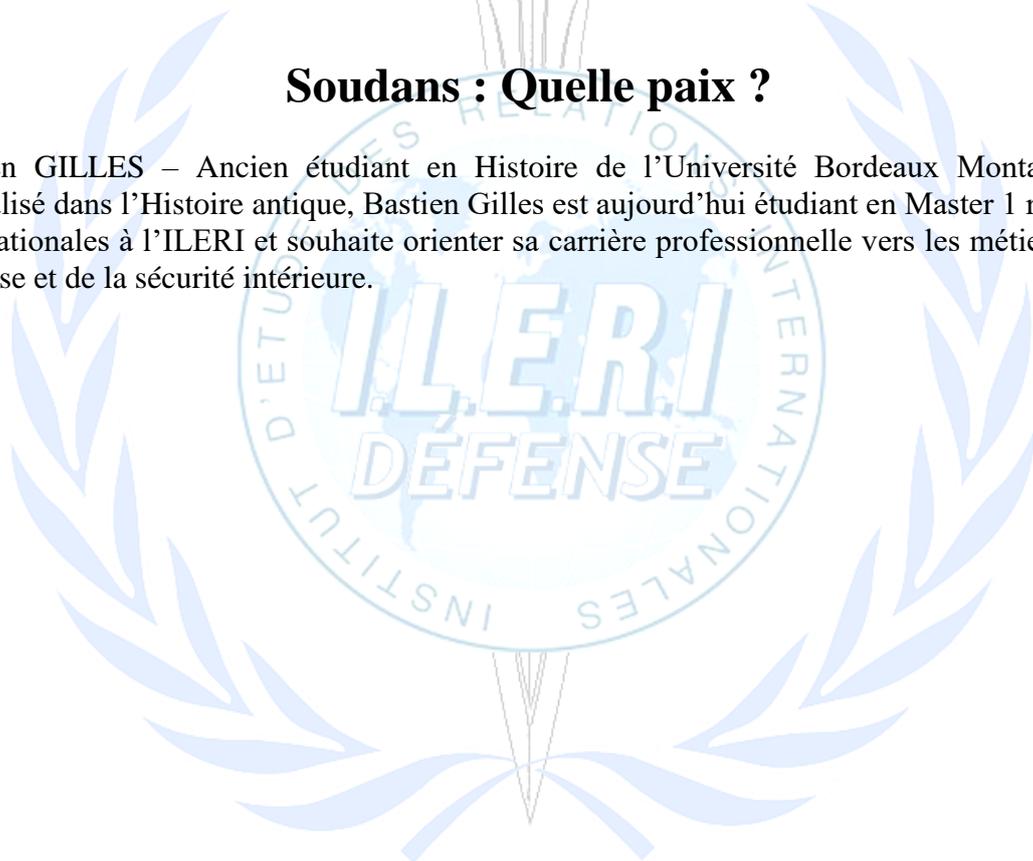
Bastien Gilles
Étudiant Master 1 - Relations Internationales à l'ILERI

ILERI
L'ÉCOLE DES RELATIONS INTERNATIONALES
A PARIS DEPUIS 1948



Soudans : Quelle paix ?

Bastien GILLES – Ancien étudiant en Histoire de l'Université Bordeaux Montaigne et spécialisé dans l'Histoire antique, Bastien Gilles est aujourd'hui étudiant en Master 1 relations internationales à l'ILERI et souhaite orienter sa carrière professionnelle vers les métiers de la Défense et de la sécurité intérieure.



INTRODUCTION

Le 19 décembre 2018¹, le Soudan fut secoué par une vague de manifestations d'ampleur nationale due à la hausse du prix du pain. La crise intérieure, à la fois économique, sociale et politique, que traverse le pays est une conséquence directe de la scission du pays en deux, fruit d'un long et douloureux bras de fer entre le Sud (Juba) et le Nord (Khartoum) dont les cicatrices sont encore visibles. Ce bras de fer débuta en 1956 lorsque les Anglo-égyptiens accordèrent au Soudan son indépendance, devenant le plus grand pays africain en terme de superficie (2 505 813 km²). Le Sud, refusant l'autorité du gouvernement de Khartoum, parviendra à faire sécession en 2011 malgré l'opposition du président Omar el-Béchir, au pouvoir depuis 1989, ceci après plusieurs décennies de guerres civiles.

Mais cette sécession ne fut pas pour autant synonyme de paix, les relations entre Khartoum et Juba sont encore empruntées d'un fort ressentiment.

En dépit de l'indépendance du Sud il y a sept ans, comment Khartoum et Juba peuvent-ils agir dans l'optique d'améliorer leurs relations ?

Il semble approprié de dresser le portrait du Soudan d'avant l'indépendance de sa région sud [I] avant de s'intéresser à la fragilité des liens existant encore entre les deux États [II] et de voir comment Juba et Khartoum tentent aujourd'hui de surmonter leurs antagonismes et de réguler leurs situations intérieures [III].

¹- <http://www.francesoir.fr/actualites-economie-finances/manifestations-au-soudan-contre-la-hausse-du-prix-du-pain>

UNE DIVISION ANCIENNE

Le contentieux soudanais a souvent été réduit à la simple opposition entre les tribus dites "arabes" du nord et "noires" du sud. La fracture est plus complexe²: le nord, frontalier avec l'Égypte, fut le berceau de la civilisation de Méroé qui accoucha de multiples royaumes durant l'antiquité, royaumes qui furent soumis à l'influence de l'Islam de par les invasions mameloukes du XII^{ème} siècle. C'est à partir de cette période que les conquérants arabes donnèrent à la contrée le nom de Soudan, le "pays des noirs", la majeure partie de la population étant d'ethnie nubienne. Le sud quant à lui resta peuplé de tribus sédentaires animistes subissant régulièrement les raids du nord qui cherchait à s'approvisionner en esclaves avant de les revendre dans l'ensemble du monde musulman. Au XIX^{ème} siècle, le pays devint un condominium anglo-égyptien obligeant les deux cultures à coexister : au nord les tribus musulmanes et nomades, au sud les tribus sédentaires noires chrétiennes et animistes.

Mais le Soudan n'est pas pour autant composé de deux blocs ethniques homogènes³: avant la séparation du pays en 2011, on dénombrait huit grands groupes ethniques composant les tribus vivant au Soudan. Il y a d'abord les tribus de racines arabes (38% de la population) puis les tribus de racines africaines (30%) auxquelles s'ajoutent également les tribus bejja (15%), nubiennes (12%) et d'autres groupes ethniques (4%). L'arabe, la langue officielle soudanaise avec l'anglais, n'est parlée que par 51% de la population, les 49% restant parlant près d'une centaine de langues et de dialectes différents. Cette fragmentation est à l'origine des efforts, souvent violents, d'homogénéisation de la société soudanaise autour d'une doctrine islamiste et centralisatrice de Khartoum : dans les années 1980, le président Gaafar Nimeiry décida d'appliquer le droit musulman⁴ dans le code pénal, les amputations en cas de vol devenant ainsi légales. Cette islamisation du droit est l'une des conséquences du déclenchement de la seconde guerre civile soudanaise de 1983.

C'est au cours de cette seconde guerre civile soudanaise (1983-2005) que le sud parvint finalement à accéder à l'indépendance vis-à-vis du nord grâce aux efforts de John Garang, fondateur de l'Armée populaire de Libération du Soudan qui lutta contre le président Nimeiry puis contre Omar el-Béchir. Le sud bénéficia du soutien américain, le gouvernement de Khartoum étant désigné comme "État voyou" par le président américain Georges W. Bush. Cet appui américain explique en outre le bombardement en 1998 d'une usine pharmaceutique près d'El Shifa⁵, supposée permettre au Soudan de fabriquer des armes chimiques. De plus, beaucoup de pays d'Afrique comme l'Ouganda, l'Éthiopie et l'Érythrée soutinrent la rébellion. Le nord, bénéficiant davantage de moyens (chars d'assaut, avions de combat, etc) était soutenu par la Libye de Kadhafi ainsi que par l'Iran. Le conflit est l'un des plus sanglants post-Seconde Guerre mondiale : près de deux millions de morts, essentiellement des civils, et quatre millions de réfugiés ayant fui le sud où se localisèrent l'essentiel des combats.

²- M. Raimbaud, *le Soudan dans tous ses états: l'espace soudanais à l'épreuve du temps*, Karthala, 2012.

³- <http://www.sudanembassy.org/index.php/tribal-composition>

⁴H. Bleuchot, *l'étude du droit musulman : jalons pour une convergence (entre islamologie juridique et anthropologie juridique)*, Droit et Société n.15, 1990.

⁵<https://www.theguardian.com/world/2001/oct/02/afghanistan.terrorism3>

La situation s'est stabilisée en 2005 quand les efforts diplomatiques conjugués des Nations unies et de l'Union africaine ont amené à la signature d'un traité de paix entre nordistes et sudistes. Accordant dans un premier temps l'autonomie du Sud, le traité déboucha quelques années plus tard à l'indépendance complète en 2011 après un référendum au cours duquel plus de trois millions de Sud-soudanais se sont prononcés pour la sécession avec Khartoum.

LES NOUVEAUX CONTENTIEUX



Malgré l'engagement pris par Omar el-Béchar de respecter le référendum et d'engager des relations fraternelles avec le sud, les combats reprurent à nouveau peu de temps après la proclamation de l'indépendance. La principale raison fut que les pourparlers n'avaient pas réglé la question de la province d'Abyei, grande réserve pétrolière du pays. Le Soudan unifié était en effet l'un des plus gros réservoirs de pétrole d'Afrique⁶ avec des réserves estimées à 5 milliards de barils, soit 0,5% des réserves mondiales. Mais lorsque le sud a déclaré son indépendance en 2011, il s'est emparé de près de 75% des réserves de pétrole du pays, lui assurant près de 98% de son revenu intérieur. Mais si Juba s'est retrouvé avec la majeure partie des réserves du pays, raffineries, oléoducs et terminaux nécessaires à l'exportation de l'or noir demeurèrent sous le contrôle de Khartoum, constituant ainsi un levier de pression incontestable pour Omar el-Béchar. Le gouvernement sud-soudanais imagina contourner l'obstacle du nord via la construction de deux oléoducs, l'un passant par le Kenya et débouchant sur le port de Lamu, l'autre traversant l'Éthiopie et débouchant sur Djibouti. Le projet kenyan, sur lequel une entreprise japonaise⁷, Toyota Tsusho, fut consultée, reste toutefois très difficile à mettre en œuvre en raison du manque de routes praticables, d'une logistique défaillante et de l'instabilité régionale. La coopération avec le nord, qui verse une partie des dividendes du pétrole exporté à Port-Soudan au sud, est encore de rigueur, arrangement à l'avantage de Pékin qui exploite par l'intermédiaire de la compagnie CNPC près de 71% du pétrole sud-soudanais. On note que Port Soudan est devenu un port-étape important de la nouvelle route maritime développée par les Chinois dans le cadre du projet des nouvelles routes de la soie du gouvernement de Xi Jinping.

À la liste des contentieux entre Khartoum et Juba s'ajoute enfin la question des déchéances de nationalité pratiquées par le nord. En effet, un amendement voté en 2011 révoque la nationalité à toute personne ayant, *de jure* ou *de facto* la nationalité sud-soudanaise, ce qui permet au nord de se débarrasser des populations des régions frontalières. Cette décision, discriminatoire et incitative au départ, fut suivie de terribles difficultés dues à la nécessaire gestion de plus de 500 000 ex-Soudanais privés de domicile et d'emplois⁸ ; beaucoup d'entre eux demeurent encore dans l'impasse dans leur voie de naturalisation, contraints de vivre pendant des mois dans des camps humanitaires le temps de la régulation de leur situation.

Si les deux Soudans connaissent autant de divergences, il y a cependant un point leur étant commun : les ravages de la guerre civile. Ainsi, les régions du Nil Bleu et du sud-Kordofan font l'objet de combats entre les forces régulières soudanaises et des factions rebelles armées. Mais c'est plus à l'est que se trouve l'épicentre de la contestation contre Khartoum.

⁶<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/SD/le-petrole-au-soudan>

⁷- C. Stora-Calté, *le pétrole dans les deux Soudan: production, répartition et exploitation des champs pétroliers*, in *Afrique Contemporaine* n.246, p. 119 à 120, 2013.

⁸- <https://www.refworld.org/pdfid/59bbd76c4.pdf>

Depuis 2003 la région du Darfour connaît un interminable conflit entre les mouvances rebelles anti-gouvernements et l'armée régulière soudanaise soutenue par les janjawids (des bandes armées qui commettent des exactions à l'encontre des civils, exactions sur lesquelles le gouvernement ferme les yeux).

Malgré le déploiement de la MINUAD⁹ chargée de faciliter l'aide humanitaire, de protéger les civils et d'aider le processus politique au Darfour, le conflit aurait fait plus de 300 000 morts et déplacé plus d'un million de Soudanais dans des camps de réfugiés situés au Tchad. Les bombardements, la malnutrition, la violence¹⁰ des groupes armés sur les civils et les attaques d'armes chimiques¹¹ font partie du quotidien des habitants n'ayant pas pu fuir les combats. Le président el-Béchar est actuellement poursuivi par la Cour pénale internationale pour génocide et crimes de guerre. Le Sud lui aussi fut impliqué au Darfour par l'envoi de détachements de l'Armée populaire de Libération du Soudan aux côtés des groupes anti-gouvernements. Aujourd'hui encore, des factions de celle-ci, non contrôlées par Juba, continuent de se battre contre les autorités nord-soudanaises.

Le sud à son tour fut secoué par la guerre civile à partir de 2013 lorsque le vice-président Riek Machar, d'ethnie nuer, tenta un coup d'État visant à renverser le président Salva Kiir, d'ethnie dinka. S'ensuivit dès lors une longue lutte dans laquelle intérêts politiques et rivalités ethniques ont entraîné des violences et famines ayant fait près de 400 000¹² tués et ayant provoqué le départ/l'exil de 930 000 réfugiés.

Les menaces de sanctions des Nations unies et des États-Unis¹³ ont amené les deux partis à signer plusieurs cessez-le feu, lesquels furent violés quelques jours après avoir été signés comme en octobre 2015. Les ONG déployées sur place comme Médecins sans Frontières déplorent les victimes qui ne sont pas recensées, le manque d'approvisionnement et les problèmes sanitaires constants.

VERS UNE AMORCE D'ENTENTE

Khartoum comme Juba sont aujourd'hui en trop grande instabilité pour ne pas coopérer. Même si son aile politique l'a énormément décrié, Omar el-Béchar, premier président au monde à reconnaître le Sud-soudan en 2011, engagea des efforts de négociations avec Salva Kiir : en 2012 les deux présidents signèrent un pacte de non-agression malgré les combats liés aux annexions du nord, et se mirent d'accord sur la délimitation d'une zone démilitarisée, bien que la question de l'Abyei demeure encore sur la table des négociations. La question des *royalties* pétroliers, bien que sujette à de nombreuses protestations, semble aujourd'hui réglée, et Khartoum envoya de même une aide militaire au sud afin d'aider le gouvernement de Juba à lutter contre les factions armées de Riek Machar, même si la présence de militaires soudanais dans le sud demeure source de tensions avec les populations.

⁹ - <http://www.un.org/fr/peacekeeping/missions/unamid/news.shtml>

¹⁰ - <https://fr.euronews.com/2015/02/18/le-darfour-un-genocide-de-300-000-victimes>

¹¹ - <https://www.irinnews.org/fr/analyses/2016/10/10/le-soudan-et-les-armes-chimiques>

¹² <https://www.mediapart.fr/journal/international/260918/la-guerre-civile-au-soudan-du-sud-fait-pres-de-400000-morts>

¹³ - https://www.bbc.com/afrique/region/2015/09/150905_south-sudan

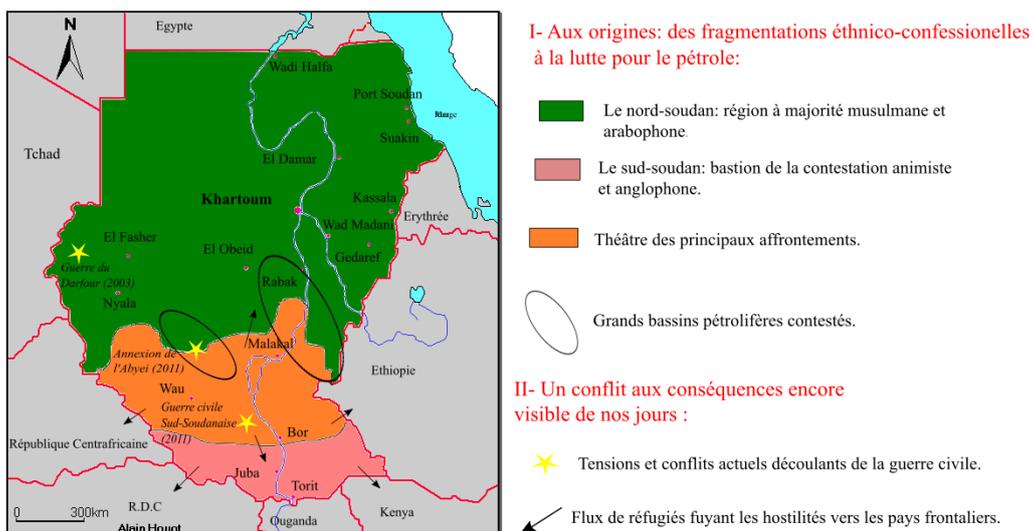
Récemment¹⁴, en conséquence du désintérêt de Washington sur la question soudanaise, le président el-Béchir servit de médiateur¹⁵ entre Riek Machar et le président Salva Kiir afin de négocier un nouveau cessez-le-feu. Les pays de l'Union africaine voyaient mal le fait que Béchir se mêle de la politique intérieure du sud, craignant que le gouvernement de Khartoum ne devienne une puissance d'équilibre dans la région. Les accords de paix furent signés à Abbis Adeba le 12 octobre 2018, prévoyant une reconfiguration du gouvernement, la remise en fonction de Riek Machar au poste de vice-président et la formation d'un nouveau parlement. Ces accords restent fragiles, et la situation au Sud-Soudan demeure encore très critique avec l'état de famine déclaré dans plusieurs États et l'émergence de l'Armée blanche, nouvelle milice nuer avec laquelle Riek Machar se défend¹⁶ pourtant d'avoir un quelconque lien. Pour l'heure, les puits de la province d'Unity vont pouvoir reprendre leur production, et c'est là le but d'Omar el Béchir désireux de redémarrer la production et l'exportation pétrolière vers Port-Soudan, et ainsi essayer de réguler la crise économique actuelle du Soudan.



DES EFFORTS À POURSUIVRE

Quel bilan dresser alors des relations entre les deux soudans aujourd'hui ? Ni tout à fait en guerre ni tout à fait en paix, tous deux sont liés par l'or noir, ressource stratégique qui paradoxalement tend à stabiliser les rapports entre Juba et Khartoum en générant une interdépendance énergétique et financière. Bien des différends restent encore à régler, mais il semble en tout cas exclu de voir Béchir revenir sur sa parole et annexer le Sud-Soudan. En a-t-il par ailleurs les moyens alors que le nord-est demeure rongé par la guerre ? De plus, la famine, la pauvreté, l'analphabétisation, la brutalisation des sociétés et la corruption des élites figurent parmi les principaux défis que le nord comme le sud doivent résoudre à tout prix.

La seconde guerre civile soudanaise (1983-2011): un conflit aux cicatrices encore visibles:



Carte réalisée par Bastien Gilles, Inskape, octobre 2018.

¹⁴- <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/soudan-du-sud/evenements/article/soudan-du-sud-signature-d-un-accord-de-paix-12-09-18>

¹⁵- <http://www.rfi.fr/afrique/20180708-interets-soudan-negociations-paix-soudan-sud-kiir-machar>

¹⁶- <https://www.france24.com/fr/20131230-soudan-sud-mysterieux-combattants-armee-blanche-riek-machar-kiir>